

Pour créer 6 millions d'emplois contre l'exclusion

Changeons de manière de penser

Pour ne pas devenir des animaux humains, il nous faut enfin sortir de la société de triage où nous survivons, une société de répression, d'exclusion, d'appauvrissement, de voyeurisme et de peur dans laquelle le fric, la violence, la force et la marchandise sexuelle ont remplacé la dignité, le dialogue, la justice et l'amour. Après les nuits de violence dans nos banlieues, après ces aubes où il ne reste que des perdants, ce sont les fondements même de cette société qu'il faut changer pour redonner à la France le goût du futur.

La France doit redevenir elle-même, en assurant l'égalité des chances à chaque Français et à chaque étranger installé sur son territoire national et en offrant à tous une culture de la vie et de la dignité humaine. Que Nicolas Sarkozy n'ait pas trouvé un mot venu du cœur pour les deux jeunes carbonisés et ait menti sur les conditions de leur mort, alors que « racaille » et « kärcher » lui viennent si facilement à la bouche, n'est que le signe extrême d'une absence de charité humaine hélas bien plus générale.

Alors, il est temps de nous réveiller. Sarkozy a tout misé sur le répressif. Sa politique d'ordre public est un échec total. Il faut le convaincre de partir, pour régler calmement ses problèmes personnels et préparer sa candidature présidentielle, s'il persiste malgré sa baisse de popularité.

L'opposition socialiste, elle, a révélé par son silence et ses déchirements que le PS est un parti vieillissant, empêtré dans son adhésion à l'Europe de Maastricht et d'Amsterdam, à l'euro et au pacte de stabilité, qui ne peut être renouvelé que par un mouvement de jeunes généreux et déterminés.

L'essentiel est de poser le problème dans toute son ampleur : de « droite » ou de « gauche », la multiplication des plans sur les banlieues n'a eu aucun effet, Pourquoi ? Parce que la France s'est soumise depuis 1983 à la mondialisation financière et à sa conséquence, l'austérité sociale. On ne peut d'un côté jouer avec l'oligarchie financière et de l'autre prétendre être une dame patronnesse.

En le faisant, nous nous sommes affaiblis et rendus vulnérables à toutes les provocations et à toutes les déstabilisations. Si les médias anglais et américains caricaturent aujourd'hui ce qui se passe en France, si un journaliste de CNN-International compare la situation chez nous à celle de la Tchétchénie, ce n'est pas un hasard. Si

Par Jacques
Cheminade
www.cheminade2007.org

le Fonds monétaire international (FMI) « donne un bon point à la France » au moment même où les banlieues s'embrasent, ce n'est pas une simple coïncidence. Les mesures anti-sociales passées par les gouvernements français ont créé les conditions économiques et

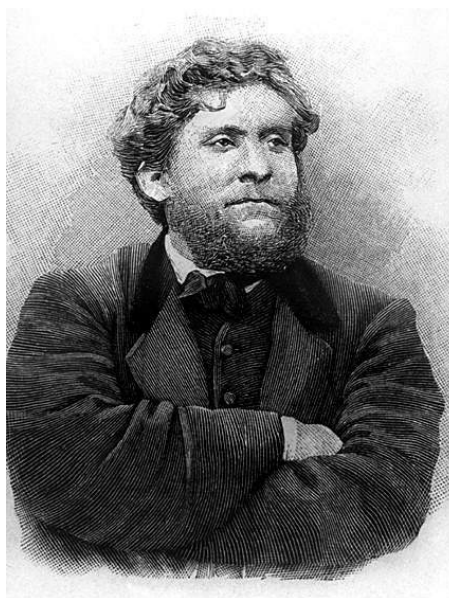
sociales de l'embrasement et le FMI veut qu'on aille plus loin, jusqu'à casser complètement notre pacte républicain.

Alors ? Alors, Jacques Chirac a dénoncé le sida financier à la conférence d'Halifax, en 1995, et n'a rien fait depuis pour le combattre. Cette année-là, candidat à la Présidence, j'avais moi-même dénoncé le cancer financier et donné des pistes pour le guérir. C'est au nom de cet engagement que je parle ici.

1. Il faut mener un combat à l'échelle française, européenne et internationale pour établir un nouvel ordre monétaire et financier international juste et efficace, qui nous permette de créer des emplois qualifiés et de mener une vraie politique sociale.

La France doit se battre pour un nouveau Bretton Woods et un Pont terrestre eurasiatique, une politique de grands travaux européens (1000 milliards d'euros par an), de recherche européenne (200 milliards d'euros pour assurer un décollage), d'éducation et de santé publique qui permettra

de créer plus de 20 millions d'emplois qualifiés en Europe et 6 millions chez nous. C'est parfaitement possible si l'Etat reprend le contrôle de l'émission de monnaie et de crédit, en l'arrachant aux banques et aux sociétés d'assurance qui l'ont kidnappée. C'est possible si l'on revient à un système de taux de change stables, sans produits financiers dérivés ni fonds spéculatifs, et à un protectionnisme intelligent de nos productions, contre la loi mondialiste du pillage financier de tous contre tous. C'est possible si l'on sort de l'euro et de la Banque centrale européenne et si l'on institue des banques nationales – une Banque de la France – qui, en s'associant, créent du crédit productif par-delà le produit de l'impôt et de l'emprunt. L'argent, ça se crée, ce n'est pas un miracle qui se produit dans le coffre des banques. L'argent, ça se crée pour des projets utiles, qui transforment la nature et améliorent les hommes, pas pour enrichir des intermédiaires ou des rentiers.



« Tout individu humain a droit à l'entière croissance »
Jean Jaurès,
Le socialisme et la vie, 1901.

En 1995, Jacques Cheminade proposait un « plan Jaurès pour les banlieues ».

2. Le verrou financier ayant sauté, il devient possible de mener en même

temps une politique sérieuse dans les banlieues, assurant à **chaque jeune une éducation de qualité et un emploi productif**. Ainsi seront créées les bases d'un ordre social plus juste, et la police pourra devenir réellement celle de la République, pas celle du plan de carrière de M. Sarkozy. Les pistes que j'avais indiquées dans mon « **Plan Jaurès pour les banlieues** » de 1995 doivent être explorées :

- **arrêter toute mesure provocatrice** du type de celles proposées par MM. Sarkozy, Villepin et de Villiers, comme expulser les étrangers en situation régulière arrêtés lors des émeutes ou orienter des jeunes de 14 ans vers l'apprentissage, en cassant toute perspective de promotion sociale réelle ;

- **redéployer réellement une police de proximité**, rétablissant l'ordre et rendant l'espace public aux jeunes, et **tisser un réseau de médiateurs sociaux** grâce à des emplois jeunes, pour éviter d'avoir recours à des CRS ou à des brigades de gendarmerie inexpérimentées ;

- **redonner**, bien au-delà de ce que prétend faire M. de Villepin, de **réels**

moyens aux associations (par exemple, les crédits du Fonds d'intervention pour la ville et ses subventions aux associations ont diminué de 40 % entre 2004 et 2005) **et aux boursiers** ;

- **multiplier les cours d'alphabétisation et de soutien scolaire**, au besoin par la mobilisation de retraités bénévoles et prévoir le suivi cas par cas de chaque élève par une équipe pédagogique, avec des classes de quinze à vingt-cinq élèves maximum ;

- **prévoir dans chaque collège une assistante maternelle et sociale** aidant et motivant les enfants et leurs parents. Les soins de dentisterie et de lunetterie doivent être enfin remboursés : il ne s'agit pas ici de rentabilité financière, mais de simple dignité humaine ;

- la mise en place systématique d'**écoles de la deuxième chance**, fournissant à la fois une formation générale et une formation professionnelle. Or il n'y en a que huit aujourd'hui et l'Etat ne les finance pas ; il faut le faire sans délai, en les multipliant ;

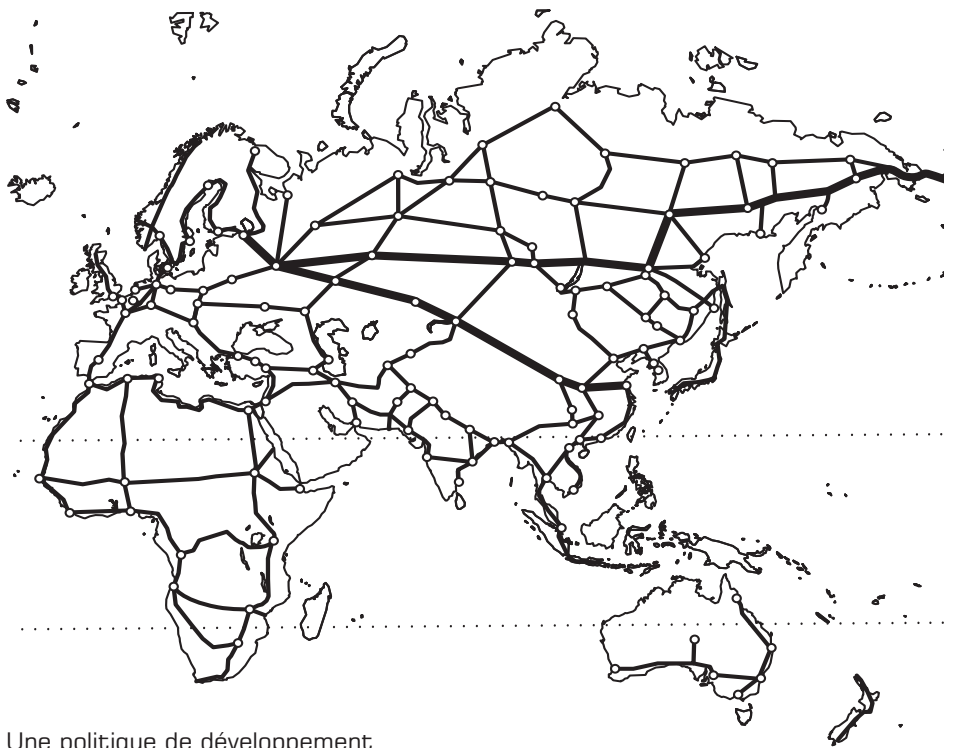
- **créer dans chaque quartier une « maison du citoyen »** regroupant dans des conditions de proximité tous les services administratifs aujourd'hui trop dispersés ou installés en dehors de la cité (CAF, services judiciaires, services de police, services d'accueil et de renseignement, interprétariat, cours pour adultes, activités d'animation) ;

- **stopper une politique d'imposition et de contributions sociales qui favorise les riches au détriment des pauvres et des classes moyennes** ;

- **interdire les jeux de hasard destructeurs**, de type *Rapido*, *Point-courses* et *vidéopokers* dans les bars, et réglementer plus sévèrement les jeux vidéo violents ;

- **assurer un service d'eau potable à bas prix** (le prix de l'eau a augmenté de 38 % en dix ans !), en rétablissant les régies communales et inter-communales ;

- **donner à tous un logement digne de ce nom**, pas une cage à lapins, et imposer aux communes (241 communes, Neuilly en tête) qui ne respectent pas les 20 % social des amendes de 1000 euros (et non 150) par logement manquant, affectés à la construction de logements sociaux ;



Une politique de développement des infrastructures intercontinentales : **le Pont terrestre eurasiatique.**

- **offrir un avenir chez eux aux travailleurs africains**. Notre première tâche doit être de faire de l'Afrique un nouvel Eldorado. Notre premier devoir est d'arrêter le pillage d'une caste dirigeante maintenue au pouvoir par les colonisateurs financiers. **Alors l'émigration pourra devenir un choix, et non une fatalité sociale**. Les terribles images de Ceuta et de Melilla ont contribué à enflammer nos banlieues ; la seule solution pour empêcher qu'elles se reproduisent est de développer l'Afrique ;

- **créer un service national civique**, sans dispenses ni sinécures, intégré au niveau européen et consacré au bien public, les jeunes des banlieues pouvant, avec d'autres, être affectés à **des travaux de coopération encadrés dans les pays du tiers-monde**.

On nous répondra : c'est utopique, ce n'est pas possible, il n'y a pas d'argent. A cela, il faut répondre qu'on peut créer de l'argent pour faire des choses, si on arrête de penser à l'argent pour en posséder. Si on arrête aussi de penser que l'homme est une bête. Peut-on imaginer une gauche ou une droite – l'extrême-droite est pire et l'extrême-gauche en cela complice – qui soient justes, alors que leur culture assimile l'homme à un animal ? La preuve en est le financement public (par le ministère de la Culture et de la Ville) du festival d'Avignon, dans lequel un Jan Fabre a présenté des spectacles d'exhibition sexuelle et de meurtre en annonçant : « La vitalité que je recherche est proche de l'animalité » !

C'est de manière de penser qu'on doit changer, pour sortir d'une culture et d'une économie fondées sur les rapports de force, qui aboutit à une barbarie de l'esprit et de l'action.

Un espoir de changement apparaît aux Etats-Unis, avec la mise en cause de Dick Cheney, le vice-président parrain des néo-conservateurs, et la défaite d'Arnold Schwarzenegger en Californie. Un espace nous est ainsi donné pour agir en Europe, tout en aidant ceux qui mènent le combat là-bas.

La société française doit porter un élan, un projet et un espoir. Voilà que la situation mondiale nous donne les moyens de le faire. Allons-y, sinon nous nous fracasserons contre le mur d'une nouvelle barbarie.